

LA DIRECTION DE L'U.D. ELUE PAR LE 33ème CONGRES

des 7 et 8 JUIN

BUREAU

Secrétaire Général : Claude MORIN

Secrétaires : Marcelle BARON - J. NICOLAS
J. BUSSON - M. GARAND

Membres du Bureau -

ROUJUD Joseph - CLEMENT André - DEROCHE
Madeleine - DECECCO Gino

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE

BARBOTTEAU Roger - Arsenal Indret
BLOT Joseph - Bâtiment Nantes
BODIN Pierre - Dockers Nantes
BUFFONI - Métaux St. Nazaire
JACQUET Gaston - Métaux Nantes
PRIoux Clément - E.D.F. Nantes
CHAUVET Pierre - Métaux Basse-Indre
PINSON André - Cheminots Nantes
PICONNIER Thérèse - M.R.U. St. Naz.

LUCAS François - Bâtiment St. Nazaire
PICONNIER Maurice - " " "
LAURE Marie-Louise - Papier-carton ANGENIS
GAUDIN Pierre - Métaux Nantes
BAGRAIN Emilienne - S.S. Nantes
CAILLAUX - E.D.F. Nantes
LALANDE - Dockers St. Nazaire
LE PERRON - Métaux St. Nazaire
HAYARD Jacques - Bâtiment Nantes

-----ooOoo-----

APPEL FRATERNEL A TOUS LES TRAVAILLEURS

Déclaration faite par le camarade Benoit FRACHON, Secrétaire Général de la C.G.T. au nom du bureau Confédéral, en conclusion des travaux du Congrès de l'Alimentation.

Camarades,

Encore une fois le patronat et le Gouvernement vous poussent à vous entre-déchirer.

Avec leur presse, leur radio menteuse, ils essaient de troubler vos consciences, de fausser votre jugement.

Puis, des divergences qu'ils ont fait naître, entre vous, ils tentent de faire surgir des bagarres, des luttes fratricides.

C'est ce qu'ils ont voulu faire chez RENAULT, sous la direction des dirigeants Gaullistes.

Pourquoi vous disputer, vous heurter à propos de question sur lesquelles vous n'êtes pas d'accord ?

Discutez entre vous franchement, fraternellement, comme des prolétaires qui sont aussi durement exploités les uns que les autres.

Nous, nous vous le disons franchement, nous estimons que l'entente complète devrait se faire aujourd'hui, pour la défense de la Paix, des libertés, des salaires.

Car la menace de la guerre; la fascisation de l'Etat et l'insuffisance des salaires touchent instinctivement tous les travailleurs.

Nous souhaitons de tout cœur que vous luttiez ensemble et le plus vite possible sur ces bases, pour votre défense commune.

Mais il en est qui ne perçoivent pas encore ces terribles dangers. Nous le regrettons vivement, nous redoublerons d'efforts pour les aider à comprendre, pour combattre les mensonges de ceux qui préparent la guerre mais nous voulons quand même que l'unité se fasse avec ceux-là comme avec les autres sur les idées et les revendications qui nous sont communes, pour l'augmentation des salaires par exemple.

Le Bureau Confédéral, m'a également chargé de rappeler publiquement, et de maintenir les propositions d'action commune que nous avons faite le 10 Septembre à toutes les centrales syndicales pour l'augmentation des salaires.

Nous avons proposé d'organiser en commun et partout la lutte de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires.

Les dirigeants chrétiens, F.O. et C.G.C. à qui nous nous sommes adressés le 10 Septembre ont préféré se défilier, créer des illusions sur la politique PINAY, briser les grèves quand elles s'organisent même avec la participation de leurs propres adhérents.

Le résultat est là aujourd'hui, flagrant indiscutable. Le pouvoir d'achat des salaires et traitements a baissé de 15%, soit 600 milliards par an volés aux foyers ouvriers.

Et le Gouvernement de même que le patronat entendent les bloquer à ce bas niveau....

..../...

Il faut dire si oui ou non on veut aider la classe ouvrière à obtenir l'augmentation des salaires, traitements, pensions et retraites.

Les propositions de la C.G.T. étaient et restent :

Se réunir, déterminer les revendications communes, organiser l'unité partout, jusque dans les entreprises, engager ensemble l'action pour faire aboutir les revendications.

Nous sommes sûrs que tous les travailleurs sans distinction d'opinion ou d'appartenance syndicale approuveront cette position constante de la C.G.T., qu'ils n'admettront pas d'échappatoire. Ils demanderont : oui ou non, voulez-vous défendre nos salaires et traitements?

Si vous ne voulez pas les défendre, nous, nous prenons en main cette défense et

nous ferons ce que vous voulez nous empêcher de faire :

L'UNITE D'ACTION PARTOUT DANS LES USINES, LES ADMINISTRATIONS, LES LOCALITES.

Travailleuses et travailleurs de France !

Luttez ensemble, partout où le patronat et l'Etat ont licencié les meilleurs des vôtres en raison de leur action courageuse, pour leur réintégration.

La classe ouvrière de France n'a jamais abandonné les siens victimes de la haine de l'ennemi de classe.

Que la fraternité des exploités regne dans les entreprises, les bureaux, les magasins, les administrations, les villages, face à la conjuration des exploités qui s'engraissent de vos divisions.

Vive l'union des travailleurs, pour le pain, la paix et la liberté!

---oo0oo---

XXXIIIème CONGRES DE L'UNION DEPARTEMENTALE DE LA LOIRE- INFÉRIEURE

R E S O L U T I O N G E N E R A L E

Les délégués au 33ème Congrès de l'Union Départementale des syndicats Confédérés de la Loire-Inférieure, réunis les 7 et 8 Juin à la Bourse du Travail de Nantes, devant les événements importants qui se déroulent tant en France qu'à l'étranger, constatent :

- Que les conditions de vie des travailleurs se sont aggravées depuis 1 an, dans des proportions importantes, d'une part, par l'augmentation des prix, d'autre part, par la réduction d'activité dans certaines branches d'industrie, le tout, consécutif à la politique de préparation à la guerre.

- Ils constatent également par suite de l'opposition croissante de la population et des travailleurs en particulier à la politique du Gouvernement, celui-ci a recours à des méthodes de fascisation avec la complicité des agents nationaux F.O. - C.F.T.C. et Indépendants pour imposer sa politique.

Dans ces conditions, le Congrès invite les travailleurs du département à renforcer davantage leur unité pour imposer dans l'immédiat :

1°) La réunion de la Commission supérieure des Conventions Collectives en vue d'une augmentation de 15% du salaire minimum interprofessionnel et de la Fonction Public.

2°) La conclusion de nouveaux accords de salaires, dans le cadre de la loi du 11 Février 1950.

- Ils dénoncent l'attitude des parlementaires qui se sont déjugés pour satisfaire le Gouvernement réactionnaire en votant une caricature d'échelle mobile dont la conséquence ne peut se traduire que par le prolongement du blocage des salaires.

- Ils invitent les travailleurs à agir par tous les moyens pour imposer une véritable échelle mobile applicable sur des salaires révisés, ainsi que la suppression des abattements de zones, ceux-ci constituant une injustice à l'égard des travailleurs et de leur famille.

- Ils attirent l'attention des travailleurs sur les mesures prises ou à prendre par le Gouvernement contre la Sécurité Sociale, les industries nationalisées, ainsi que contre les avantages sociaux prévus dans les régimes particuliers.

En conséquence, ils engagent les travailleurs à imposer le respect et l'amélioration de cette grande conquête qu'est la Sécurité Sociale, et invitent les syndicats à une participation active dans le Comité de défense départemental de la Sécurité sociale, et par la constitution de Comités de défense dans chaque entreprise.,

Approuvent l'appel lancé par le Bureau Confédéral engageant les personnels à statuts (fonctionnaires et services Publics) à défendre en bloc leurs intérêts communs, et décident la constitution d'un cartel groupant toutes ces catégories de salariés.

.... /

SITUATION ECONOMIQUE

Le Congrès constate l'aggravation du chômage dans notre département depuis plusieurs mois, en particulier dans les industries, l'alimentation, les produits chimiques, les cuirs et peaux, textile, papier carton, y comprises les entreprises de la métallurgie ayant une production de paix.

Cette situation ne peut que s'accroître devant la réduction des crédits civils à l'exemple des chapitres reconstruction, éducation Nationale etc.....

Il considère que cette situation est la conséquence de la politique de préparation à la guerre, et de la poursuite des guerres en cours. Ce marasme économique peut trouver dans l'immédiat sa solution par la reprise des crédits civils supprimés.

Par la réduction importante des taxes qui frappent tous les produits de consommation.

Par la conclusion d'accords économiques avec tous les pays, dont les possibilités se sont affirmées lors de la Conférence économique de Moscou.

Il s'élève contre la volonté patronale à compenser l'insuffisance de salaire par la pratique des heures supplémentaires, ainsi que l'accélération des cadences dont le seul but n'est que d'augmenter les profits tout en développant le chômage.

Il engage les travailleurs à lutter pour le retour des 40 heures payées 48 heures.

Il demande l'ouverture dans l'immédiat de Caisses d'Allocation de chômage, ainsi que le paiement d'indemnités journalières sur la base de 75% du salaire minimum garanti, le bénéfice du chômage partiel pour tous les travailleurs avec indemnisation de 75% des heures perdues.

DEFENSE DES LIBERTES ET DE LA PAIX

Le congrès constate l'aggravation des mesures répressives à l'encontre des militants syndicaux, mais également à l'égard de tous ceux qui manifestent leur opposition à la politique du Gouvernement.

Il dénonce avec vigueur les monstrueuses mesures du Gouvernement à la solde de l'étranger, qui après les arrestations illégales d'André STIL et Jacques DUCLOS, emprisonne les militants syndicaux, perquisitionne les sièges des organisations syndicales et démocratiques, fait intervenir ses C.R.S. avec sauvagerie contre les manifestants, usant du droit constitutionnel qui garanti la liberté d'expression et de manifestation.

En dénonçant les mensonges et les calomnies développés par la radio et la presse aux ordres du Gouvernement PINAY, ex-conseiller National de PETAIN, il met en garde les travailleurs contre cette propagande qui rappelle celle développée par les GOEBELS et les Vichysois, et vise à briser l'unité de la classe ouvrière et à l'instauration du fascisme en France.

Il appelle les militants syndicaux à la défense et à la diffusion de la presse syndicale et démocratique, et invite les travailleurs à lire et à faire lire cette presse.

Il invite les syndicats et les Sections syndicales à développer leur propagande par l'édition et la diffusion de journaux d'entreprises et par des explications verbales sur le lieu du travail.

Le Congrès, affirme que le fascisme est la voie qui mène à la guerre.

Il dénonce à nouveau la poursuite de la guerre fratricide au Viet-Nam, guerre coûteuse en vies humaines, gouffre sans fond pour notre budget, et contraire aux intérêts de notre pays.

Il exprime sa sympathie au courageux combattant de la Paix Henri MARTIN, dont il exige la libération.

Il condamne l'emploi de l'arme bactériologique, par les forces américaines en Corée.

Il affirme sa solidarité la plus entière avec les peuples coloniaux en lutte pour l'indépendance de leur pays et stigmatise l'attitude du Gouvernement qui use d'une sauvage répression envers ces populations odieusement exploitées en particulier de la Tunisie.

Il appelle les travailleurs à intensifier la solidarité ouvrière internationale à multiplier les protestations, contre l'odieux procès des 34 de Barcelone, l'incarcération de 30.000 patriotes grecs.

Le Congrès condamne les accords de BONN qui consacrent la reconstitution de la Wehrmacht dirigée par les anciens Officiers Nazis, condamnés comme criminels de guerre et graciés par les Américains.

Il approuve les initiatives du Mouvement de la Paix, pour le règlement pacifique entre les pays pour le désarmement et contre la misère.

Le Congrès approuve et salue l'action des dockers, qui refusent de décharger des bateaux, qui transportent du matériel de guerre.

...../.....

...../.....
Il engage les travailleurs du département à lutter contre la fabrication, le transport et la manutention du matériel de guerre.

Invite les travailleurs à développer

avec encore plus de vigueur la grande protestation contre la guerre et l'installation en France du Général RIDGWAY, à la tête d'une armée d'occupation à laquelle l'Assemblée Nationale, a donné des privilèges

- CONCLUSION -

Face au complot dirigé contre les travailleurs, le Congrès les appelle à s'unir et à agir immédiatement pour faire obstacle à la politique de blocage des salaires, de fascisation et de guerre du Gouvernement

PINAY et à préparer les changements qu'ils désirent.

Il les appelle à renforcer les rangs de la C.G.T. et recommande aux syndicats et Sections syndicales, d'organiser rapidement l'application des décisions du 33^{me} Congrès.

---oo0oo---

UNION ET ACTION SUR LE LIEU DU TRAVAIL

Par C.MORIN
Secrétaire Général de l'U.D.

Durant cette dernière période, une offensive de grande envergure a été lancée contre la classe ouvrière de notre pays. Le Gouvernement PINAY s'il a continué la politique de guerre des gouvernements précédents a par contre brusqué les choses.

Il s'est attaqué délibérément aux organisations démocratiques, au parti de l'opposition, le Parti Communiste Français, et s'est efforcé de créer dans le pays un atmosphère de complot.

Quelles sont d'abord les raisons qui, l'ont poussé à agir ainsi ?

C'est dans ce but qu'a été monté de toute pièce, par le Gouvernement PINAY ce complot.

La campagne de mensonge sur la baisse des prix dénoncée dès le départ par la C.G.T. a fait long feu. Aujourd'hui l'emprunt s'effondre lamentablement. Les travailleurs de notre département, en particulier, n'en furent pas dupes. Sans se laisser tromper par ces fumisterie, dès le mois de Mars comme à Nantes, des milliers de travailleurs ont réalisé leur unité pour l'action.

Jeter le trouble le plus profond parmi les travailleurs, arrêter net leur courant d'unité, neutralisant ainsi leur action, PINAY pense à associer sa politique de blocage des salaires, entreprendre dans la tranquillité la discussion de ses crédits de guerre énormes.

Ce mouvement d'union grandissant, ces manifestations de force dans les usines, dans la rue et près des Pouvoirs Publics, ont effrayé le Gouvernement PINAY, parcequ'elles démontraient une opposition grandissante à sa politique de blocage des salaires, à sa politique de guerre.

L'autre étape du Gouvernement qui, du reste devait se faire simultanément consistait à liquider les directions syndicales de la C.G.T. dans les entreprises, comme sur le plan des départements. C'est ainsi que s'expliquent les licenciements arbitraires de la S.N.C.A.S.O. de Nantes, où 68 camarades viennent d'être licenciés le 9 Juin, ceux de chez BOLCIONI à St. Nazaire, enfin celui du camarade ARNAUD aux ateliers S.N.C.F. du Blottereau à Nantes.

C'est pour ces raisons que le Gouvernement a décidé de tenter de se débarrasser de l'opposition populaire.

Pour arriver à cette fin, il lui fallait essayer de briser le courant d'union des travailleurs.

Voilà donc démontrées, les raisons essentielles de ce tournant de fascisation ouverte du Gouvernement PINAY.

Il ne le pouvait qu'en s'attaquant aux meilleurs défenseurs de la classe ouvrière, à ceux qui en toutes circonstances, comme Jacques DUCLOS, ont montré par des actes leur opposition irréductible à toute politique qui conduit les masses laborieuses à la misère en les acheminant sur le chemin de la guerre.

Voilà donc démontrées le véritable complot qui existe véritablement, mais qui se tient, se trame dans les Conseils Ministériels et à la Préfecture de Police, sous la Direction de PINAY aux ordres des américains et du Conseil National du Patronat Français.

Face à cette situation la C.G.T. a eu le mérite de dénoncer le complot tramé contre la classe ouvrière et d'appeler au développement de l'action unie pour la défense des libertés, des revendications. C'est là, le sens de l'appel du Comité Confédéral National du 1er Juin dernier auquel notre U.D. a participé.

Si nous faisons le point maintenant et la tenue de notre Congrès le permet, il apparaît évidemment que notre action dans le cadre de l'application des décisions du C.C.N. fut et reste, tant à Nantes que dans le département extrêmement faible.

Le Plus important n'est pas de le constater mais au contraire d'en rechercher les raisons.

Il est certain, que tout a été et reste mis en oeuvre pour tromper les travailleurs et justifier la repression et les atteintes qui ont été portées tant à la constitution du pays qu'aux libertés syndicales.

Pour ce faire, le Gouvernement a mobilisé tout l'appareil d'état, la presse et les organisations dites libres, qui se trouvent sous sa dépendance directe. Malgré cela, si l'on doit remarquer que le Gouvernement a réussi ainsi à créer la confusion dans l'esprit d'un certain nombre de travailleurs avec l'aide en particulier des dirigeants chrétiens et F.O., nous devons souligner en premier que les travailleurs dans leur majorité; n'ont pas condamné la position de la C.G.T.

Nos difficultés dépendent plus exactement de nos propres faiblesses d'organisation. Ce fut l'un des points soulignés par les débats de notre congrès. Dans de trop nombreux cas l'on s'habitue encore à une application schématique des décisions des assemblées statutaires de militants, ne transposant pas;

Notre Congrès nous a donc permis de dégager tous les aspects positifs de nos actions, comme il nous a permis d'en souligner les faiblesses. Il s'agit maintenant de passer hardiment à l'application de ces décisions.

Démâsquons ceux qui se font les complices du Gouvernement et du patronat et qui se refusent à la réalisation de l'unité d'action, tel doit être notre souci pour le regroupement de tous les travailleurs en vue de la défense des libertés syndicales, des revendications et de la Paix.

Les dirigeants F.O. - C.F.T.C. doivent s'expliquer. Ils ont voulu laisser porter atteinte aux libertés, alors que l'offensive Gouvernementale-patronale n'a d'autre but que d'asseoir la politique de blocage des salaires.

n'argumentant pas en fonction de la situation dans le chantier, l'usine où l'on se trouve.

Il en découle bien souvent une absence quasi totale des perspectives aboutissant à l'inaction en face des positions différentes des dirigeants des autres organisations. Ce fut notamment le cas pour nos camarades dirigeants de la S.N.C.A.S.O. de Nantes, qui se refusèrent, une fois sanctionnés à organiser la riposte des travailleurs de leur usine.

Encore une fois, nous devons rappeler que si la pratique de l'unité d'action nécessite de notre part, lorsque les dirigeants trahissent ou sabotent le développement de l'unité, comme ce fut le cas le 27 Mai sur le plan des U.D., une dénonciation impitoyable de leurs agissements, nous ne devons pas commettre l'erreur de tout subordonner à la réalisation de cette unité.

C'est ainsi que malgré la trahison des dirigeants des U.D. chrétienne et F.O., le Bureau de notre U.D. appelait à l'action pour le 28 et organisait un meeting.

Notre propre action doit toujours et continuellement quelque soient les circonstances et conditions se développer. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions donner toutes les explications nécessaires, tracer la voie aux travailleurs pour la réalisation de l'unité d'action.

De ce côté, il faut briser avec les faiblesses de ces dernières périodes. Nous devons assurer la parution normale de nos journaux d'entreprise, prendre en mains dans les directions syndicales l'organisation de la diffusion de la V.O., organiser les réunions de syndiqués et assurer d'une façon aussi parfaite que possible et d'une manière continue le fonctionnement normal de tous nos organismes y compris à l'entreprise.

Ils ont crié à la grève politique, alors qu'ils n'ont pas eu un mot lors du vote du parlement qui, une fois de plus a repoussé l'échelle mobile. Ils savent que les patrons se sont et se retranchent derrière le Gouvernement pour refuser toute augmentation de salaire. Enfin, ils savent que PINAY, car ils l'ont déclaré à nos côtés, est l'homme du patronat et qu'à ce titre, il ne peut défendre que les intérêts de ce dernier.

Alors maintenant qu'y-a-t-il de changé ? Comme hier, il nous faut lutter pour nos revendications, l'augmentation des salaires, l'échelle mobile, mais aussi la prime de vacances.

Il nous faut lutter en plus pour la défense des libertés syndicales, la réintégration de tous les licenciés, la libération de tous les emprisonnés.

Sur ce point commun à tous les travailleurs, l'unité peut et doit se réaliser, si, dans toutes les usines, les localités, les militants de la C.G.T. prennent en mains l'organisation de l'action. Les formes pourront être multiples et variées d'une entreprise à une autre. Qu'à cela ne tienne, l'essentiel est d'organiser le mouvement d'union grandissante de tous les travailleurs contre la politique de blocage des salaires, de violation des libertés, de misère et de guerre.

Nous avons ainsi à portée de notre main, les possibilités d'obliger dans nos entreprises les patrons à concéder des primes de vacances, ainsi que des augmentations substantielles, en même temps que seront satisfaites les revendications propres à l'atelier à l'entreprise. Nous avons aussi les possibilités immédiates de battre en brèche la politique PINAY de blocage des salaires, d'imposer le respect des libertés syndicales et constitutionnelles et de faire un pas important dans la consolidation de la Paix.

C.M.

---ooOoo---

L'OFFENSIVE CONTRE LA C.G.T.

- UN EXEMPLE DE LA CAMPAGNE DE MENSONGES -

Le Bulletin du service hebdomadaire de documentation sociale N° 21 du 13 Juin 1952 imprimé par les services aux ordres du Gouvernement, publie l'information suivante, sous le titre " Quelques exemples de crises locales ".

syndicats de Nantes et de St. Nazaire.

"L'on trouve de nombreux exemples de crises internes à la C.G.T., notamment dans les départements de l'Ouest. C'est ainsi que le Secrétaire de l'Union Départementale C.G.T. de la Loire-Inférieure, GARAND vient d'être révoqué par la direction de la C.G.T. tandis que le malaise croît dans plusieurs

Voilà un exemple des mensonges déversés journellement contre notre organisation, puisque notre camarade GARAND que tous les camarades connaissent, vient d'être réélu à l'unanimité comme secrétaire de l'Union Départementale.

Nous avons intercepté par hasard cette feuille pourrie, mais nous précisons qu'elle est adressée régulièrement aux responsables départementaux de la C.F.T.C. et F.O.

---o Ooo---

F.O. EST SUBVENTIONNE PAR LES PATRONS

MOLINIER DU BUREAU DE LA FEDERATION POSTALE F.O. REVELE L'ENORME SCANDALE ET DEMISSIONNE

MOLINIER qui fut l'un des scissionnistes les plus virulents des P.T.T. élu Secrétaire des cadres des services d'exécution, écrit dans le N° 2 de 1952 de la voix syndicaliste des P.T.T., sous le titre " Malaise Fédéral ".

" C'est sous le couvert fort adroit de la lutte anticommuniste et par le truchement de personnages habiles, que le patronat a subventionné nos organisations syndicales. Je dis "sous le couvert", car il est bien entendu que le patronat, dont les intérêts sont parfois changeants, poursuivait surtout un but: asservir dès le départ, le mouvement syndical libre.

Pour accomplir cette besogne, Paul MATHOT, agent direct de VILLIERS, a monté BEDES.

MATHOT à mon arrivée à la Fédération, m'a été présenté comme un ami, un résistant sympathique et généreux? Directeur d'une grosse affaire de contentieux, qui laissait de larges bénéfices, il était le mécène qui aidait la "Fédération syndicaliste". Son idéal, (il était avant la guerre conseiller juridique de la C.G.T.), son amitié pour notre Secrétaire Général, sa sympathie pour l'esprit postier justifiaient, assurait-on, sa générosité envers notre mouvement.

Cependant cette explication ne pouvait être acceptée que pour une aide passagère accidentelle. Ce ne fut pas le cas et alors, il fallut bien donner d'autres explications. Je les tiens directement des intéressés.....

...Devant mes inquiétudes croissantes, le Secrétaire Général me répétait qu'il n'y avait aucun souci à se faire; avec le trésorier, il mettait les choses au point. Dans quelques semaines, l'affaire serait **parfaitement** régulière. Les sommes reçues correspondraient alors très exactement à un volume de publicité à insérer dans le journal. Après une période d'irrégularités tout rentrerait dans l'ordre.

L'Imprimeur-Gérant : J. NICOLAS